

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1344 - 27 octobre 1988 - 4,5 F

D 1344 CUBA: RELATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS

Le changement stratégique de la politique africaine de Cuba (cf. DIAL D 1335) est un élément de plus venant s'ajouter aux changements stratégiques en politique intérieure, par exemple par rapport à l'Eglise catholique (cf. DIAL D 1024, 1071 et A 70). Tout porte à penser que la révolution cubaine cherche à se "ré-latino-américaniser", surtout si l'on rappelle le rôle modérateur de Fidel Castro auprès des autorités sandinistes du Nicaragua. Dans cette perspective, la logique politique et économique va dans le sens - à long terme - d'un rétablissement des relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Mais le contentieux à régler entre les deux pays reste lourd.

Des politologues nord-américains travaillant avec le groupe universitaire "Policy Alternatives for the Caribbean and Central America" (PACCA) ont élaboré une étude sur une alternative politique à la situation actuelle prévalant entre Cuba et les Etats-Unis. Texte traduit à partir de la version espagnole parue dans *Pensamiento Proprio* de juin 1988.

Note DIAL

ÉTATS-UNIS :

UNE POLITIQUE ALTERNATIVE ENVERS CUBA

Les relations entre Cuba et les Etats-Unis sont difficiles depuis plusieurs dizaines d'années. Bien avant la victoire de la révolution cubaine, et avant qu'existât l'actuel conflit Est-Ouest, les deux pays se trouvaient impliqués dans les tensions entre pays riches et pays pauvres, qui est aujourd'hui connu comme conflit Nord-Sud.

En 1959 la dictature de Batista était abattue et les forces révolutionnaires entreprirent de transformer la société cubaine. Les relations avec les Etats-Unis commencèrent à se détériorer quand le nouveau gouvernement cubain nationalisa les terres et autres investissements nord-américains, comme élément de redistribution du revenu.

Dès 1962, Cuba cessait d'être une question ennuyeuse aux yeux des Etats-Unis pour se transformer en menace. L'URSS avait envoyé sur l'île des missiles nucléaires et commencé à construire leurs rampes de lancement. Washington pressa Moscou de retirer l'armement nucléaire de Cuba et après plusieurs jours de tension - moment où le monde s'était trouvé à la veille de l'éclatement d'une guerre nucléaire - les Soviétiques acceptaient de démanteler les bases de missiles.

En contrepartie de l'accord mettant fin à la crise, Washington s'engageait à ne pas agresser militairement Cuba. Dans les années suivantes les Etats-Unis utilisèrent toutes les autres formes d'agression.

En cette décennie des années quatre-vingt, il est de plus en plus évident que les politiques arrêtées voici trente ans ne sont plus valables, si tant est qu'elles l'aient jamais été. Le monde ne peut plus être si facilement divisé entre Est et Ouest, entre pays alignés sur les Etats-Unis et pays alignés sur l'Union soviétique. Aujourd'hui sont autrement importantes les divisions entre pays industrialisés du Nord et pays pauvres, principalement agricoles, du Sud.

Les tensions idéologiques entre Cuba et l'Amérique latine ont également diminué dans la mesure où La Havane a réduit son appui aux mouvements insurrectionnels, et où les gouvernements civils ont remplacé les régimes militaires de droite en Amérique du Sud.

L'heure d'une nouvelle politique

Le gouvernement nord-américain a réussi à rétablir ses relations avec un pays comme la Chine, qu'il avait refusé de reconnaître des années durant. En même temps, les tensions de la guerre froide avec l'URSS ont baissé. Pourtant, les relations entre Cuba et les Etats-Unis sont toujours gelées.

Des sondages d'opinion montrent qu'une majorité de la population nord-américaine est d'accord avec l'amélioration des relations bilatérales; et des programmes d'échange d'universitaires et de religieux ont ouvert de nouvelles voies de communication. Parmi la communauté des exilés cubains résidant aux Etats-Unis, même s'il règne un climat d'hostilité envers le gouvernement cubain, il existe un sentiment largement partagé que de meilleures relations faciliteraient la communication et les voyages entre Cuba et les Etats-Unis.

Une politique punitive élaborée dans les années soixante est-elle appropriée dans la situation internationale actuelle? Les différends entre Cuba et les Etats-Unis sont-ils si grands qu'ils ne puissent être réglés par la négociation? Un examen des points litigieux entre les deux pays suggère que les réponses à ces questions sont négatives. Les différends pourraient être envisagés dans le cadre d'une politique alternative, comme celle que propose PACCA, sur la base de la négociation et du droit international.

Cuba en Afrique du Sud

En octobre 1975, Cuba envoyait des milliers de soldats en Angola pour soutenir ce pays aux prises avec une agression soutenue par l'Afrique du Sud, un pays qui maintient des troupes d'occupation dans la Namibie voisine en violation flagrante de la Résolution 435 du Conseil de sécurité de l'ONU. L'Afrique du Sud apporte une large assistance militaire à la force antigouvernementale de l'UNITA et, à plusieurs reprises, l'armée sud-africaine a envahi l'Angola au point d'occuper parfois de grandes zones du pays.

Jusqu'il y a peu, un énorme fossé séparait les deux parties rivales. L'Angola soutenait qu'il avait le droit de demander l'assistance de Cuba pour riposter à l'agression, et exigeait que l'Afrique du Sud retire des troupes d'occupation de la Namibie et cesse de soutenir l'UNITA, comme conditions préalables à l'évacuation des troupes cubaines. Pour leur part, le gouvernement Reagan et l'Afrique du Sud réclamaient le départ des troupes cubaines d'Angola comme préalable à l'éventuel retrait des troupes sud-africaines de Namibie.

En février 1988, l'Angola et Cuba se sont engagés à retirer toutes les forces cubaines si un accord régional mettait fin à l'occupation sud-africaine de la Namibie. Ce pas en avant a été le fruit de conversations entre un envoyé nord-américain et des représentants angolais, avec la participation de Cuba.

L'Amérique centrale

Pendant de nombreuses années le soutien cubain aux mouvements révolutionnaires d'Amérique latine a provoqué la colère de Washington. Après la victoire de la révolution populaire sandiniste en 1979, La Havane a entretenu de bonnes relations avec le Nicaragua.

Comme en Angola, Cuba affirme qu'il a le droit d'offrir une aide militaire à tout gouvernement qui la lui demande, en soulignant dans le cas présent la menace que représente la "contra" pour le Nicaragua. Les Etats-Unis maintiennent également plus d'un millier de soldats dans la République hondurienne voisine et y procèdent fréquemment à des manoeuvres militaires.

L'accord régional proposé par le Groupe de Contadora stipule le retrait de toute présence militaire étrangère de la région et la cessation de l'aide extérieure aux forces insurgées. A plusieurs reprises Cuba a fait savoir qu'il était disposé à respecter tout accord en ce sens et à retirer ses conseillers militaires du Nicaragua, ainsi qu'à cesser son aide aux groupes insurgés. Mais un tel accord obligerait également les Etats-Unis à cesser leur aide à la "contra" et à retirer leurs conseillers militaires du Honduras et d'El Salvador.

Les relations avec l'Union soviétique

La crise des missiles de 1962 a débouché sur un accord entre les Etats-Unis et l'URSS qui interdisait l'installation d'armes nucléaires à Cuba, en échange d'un engagement nord-américain de ne pas agresser militairement l'île. En 1970 l'accord a été étendu à l'interdiction de la présence de sous-marins soviétiques à Cuba. Et en 1979 le gouvernement Carter a accepté les déclarations de Moscou garantissant que les 2.600 militaires soviétiques à Cuba s'occupaient d'entraînement et ne constituaient pas une menace offensive.

En refusant d'inclure le sujet de ses relations avec l'URSS comme point de négociation, Cuba rappelle que la Charte de l'ONU permet aux gouvernements de solliciter l'aide militaire d'autres pays à des fins de défense.

Réclamations en suspens

Les conflits entre les Etats-Unis et Cuba sont nés de la question des investissements nord-américains dans l'île, et non pas des affaires militaires.

Le gouvernement révolutionnaire cherchait à mettre fin à la domination étrangère sur l'économie et à redistribuer la terre comme façon de lutter contre la pauvreté. Les terres aux mains des étrangers ont été nationalisées et remises aux paysans.

C'est ce type de réforme qui a été à l'origine des premiers conflits avec les Etats-Unis. En 1960 le gouvernement Eisenhower a fait pression sur les sociétés pétrolières nord-américaines pour qu'elles refusent de traiter le brut soviétique; Cuba a répliqué par la nationalisation des raffineries. A son tour, Washington a interdit l'importation de sucre cubain aux Etats-Unis. Peu de temps après, les Etats-Unis rompaient les relations diplomatiques.

Les réclamations nord-américaines à l'encontre de Cuba à propos des propriétés expropriées s'élevaient à 1,85 milliards de dollars, somme qui a atteint 5 milliards avec les intérêts accumulés. De son côté, Cuba réclame des compensations pour les pertes subies du fait de la guerre larvée et de l'embargo commercial. Le gouvernement cubain a fait connaître sa volonté de discuter de cette affaire avec les Etats-Unis ainsi qu'avec d'autres pays.

L'embargo commercial nord-américain

L'embargo commercial, imposé le 6 février 1962, a été voulu pour déstabiliser Cuba. Les Etats-Unis avaient persuadé les pays de l'Organisation des Etats américains (OEA), à l'exception du Mexique, de couper toutes les relations commerciales avec Cuba, en même temps que les milieux bancaires nord-américains faisaient pression sur les organismes financiers multilatéraux et des pays occidentaux pour couper les lignes de crédit.

L'embargo a eu pour effet d'infliger de sérieux dommages à l'économie cubaine. Auparavant, plus de 70% des exportations cubaines étaient à destination des Etats-Unis, tandis que 64% des importations venaient de ce pays. Le seul choix possible pour Cuba a été d'établir des liens commerciaux avec l'Union soviétique et ses alliés.

L'isolement de Cuba dans l'hémisphère a commencé à s'affaiblir au milieu des années soixante-dix, après que l'OEA eût voté en faveur de la levée de l'embargo économique et diplomatique. Au cours de cette même période, les Etats-Unis ont assoupli certaines mesures de l'embargo, en permettant à des filiales des entreprises nord-américaines de commercer avec Cuba. Aujourd'hui, Cuba entretient des relations commerciales avec de nombreux alliés des Etats-Unis à travers le monde.

Dans les années soixante, Cuba avait qualifié l'embargo d'acte d'agression et avait exigé sa levée comme condition première de toute négociation sur d'autres sujets. Pourtant aujourd'hui, parce que l'île a réussi à s'adapter à l'embargo, Cuba ne maintient plus cette condition. Une reprise du commerce entre les Etats-Unis et Cuba serait un élément important de tout effort vers le rétablissement de relations bilatérales.

La politique migratoire

La population de Cuba s'élève à dix millions d'habitants; un million de Cubains vivent aux Etats-Unis, et la majorité d'entre eux ont de la famille dans l'île. L'immigration de Cubains aux Etats-Unis a été un point de tension constant dans les relations bilatérales. Chacun des deux pays s'est servi de sa politique migratoire pour faire pression sur l'autre.

Les résultats témoignent d'un manque de cohérence dans la politique menée. Par exemple, les Etats-Unis ont réduit le quota de Cubains autorisés à entrer légalement dans le pays, alors qu'ils acceptent ceux qui sortent illégalement de l'île. Il est évident qu'avec la fermeture des canaux légaux, ceux qui veulent abandonner l'île le feront illégalement.

A plusieurs reprises les autorités cubaines ont changé les procédures de départ légal de citoyens cubains. La sortie sans restriction a été autorisée à deux reprises: quand les Cubains-Américains ont obtenu que les membres de leurs familles et leurs amis puissent se rendre dans le port de Camariorca en 1965, et à Mariel en 1980. Pendant l'opération de Mariel, plus de 120.000 Cubains sont partis pour les Etats-Unis, y compris des criminels et des malades d'hôpitaux psychiatriques, dont un grand nombre ont été réinternés en arrivant aux Etats-Unis. En 1987, on comptait quelque 7.000 Cubains détenus aux Etats-Unis.

En 1984, Cuba et les Etats-Unis ont signé un traité sur les migrations, aux termes duquel Cuba acceptait le retour de quelques-uns des "marielitos", tandis que les Etats-Unis acceptaient l'entrée annuelle de 20.000 Cubains. Mais l'année suivante Washington lançait Radio-Martí, ce qui a eu pour effet que La Havane a annulé le traité et imposé de nouvelles restrictions aux voyages de Cubains-Américains dans l'île. L'histoire montre que le problème des migrations peut être réglé par la négociation s'il n'est pas mélangé à d'autres affaires bilatérales.

Emissions radiophoniques

Pendant les années soixante et au début des années soixante-dix, les Etats-Unis ont lancé une campagne d'émissions clandestines de propagande à destination de Cuba; Cuba a fait de même en quelques occasions. Mais à la fin des années soixante-dix, Washington a pratiquement suspendu tous ses efforts de propagande.

Dans les années quatre-vingt, "la guerre des ondes" a repris vigueur. Peu de temps après son installation, le gouvernement Reagan, par le moyen de la Commission fédérale des communications, a autorisé les stations-radio commerciales de droite à Miami à augmenter leur puissance pour pouvoir atteindre Cuba.

Et en mai 1985, Washington a installé Radio-Martí, au titre de la Voix de l'Amérique, pour faire parvenir sa propagande officielle à Cuba. Les émissions en ondes moyennes de Radio-Martí violent les règlements internationaux qui stipulent que ces fréquences ne peuvent pas être utilisées à destination d'autres pays.

Cuba menace de représailles par des émissions en ondes moyennes à destination des Etats-Unis, émissions qui interfèreraient avec les émetteurs nord-américains. Mais il y a peu, La Havane a déclaré qu'elle accepterait les émissions de Radio-Martí à condition que Washington attribue à Cuba une fréquence en ondes moyennes pour ses propres émissions en direction des Etats-Unis.

Tant que la radio continuera de jouer un rôle dans les efforts de déstabilisation du gouvernement cubain, il sera impossible de régler le problème bilatéral des émissions radio.

Guantánamo

L'amendement Platt, qui a été imposé à la Constitution cubaine par les Etats-Unis en 1903, oblige l'île à vendre ou à louer un terrain aux Etats-Unis pour une installation navale. En 1934 l'accord a été modifié pour donner à Cuba la souveraineté sur la propriété où la base est installée, en échange d'un contrat de rente perpétuelle. La base navale de Guantánamo est la plus ancienne installation militaire nord-américaine en dehors du territoire continental des Etats-Unis. Elle abrite quelque 6.000 militaires nord-américains, et la base a été utilisée comme siège du commandement central de plusieurs exercices navals dans les Caraïbes au cours des années quatre-vingt.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)